

## PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DE/2003/44/1980

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par Mme Amelle STURM

☎ : 02 32 76.53 96

☎ : 02 32 76.54.60

✉ : [AmelleSTURM@seine-maritime.pref.gouv.fr](mailto:AmelleSTURM@seine-maritime.pref.gouv.fr)

ROUEN, le 20 NOV. 2003

LE PREFET  
De la Région de Haute-Normandie  
Préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'Honneur

### ARRETE

Société R.E.M.  
BOSC LE HARD

#### Prescriptions Complémentaires relatives à la réalisation d'une ESR et une mesure de COV

#### VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511.1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Les différents arrêtés réglementant les activités exercées par la société R.E.M. 674 rue Jeanne La Lorraine à BOSC LE HARD,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date 18 septembre 2003

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 21 octobre 2003

La notification faite au demandeur le 24 OCT. 2003

#### CONSIDERANT:

Que la société R.E.M. (Rénovation d'Emballages Métalliques) exerce une activité de rénovation de fûts métalliques usagés en provenance des secteurs pétroliers, de la pétrochimie et de la chimie sur le territoire de la commune de BOSC LE HARD,

Que compte tenu de l'inexistence de surfaces étanches au niveau du bassin de collecte des effluents bruts et des lagunes de traitement biologique, du nombre important de déchets à évacuer, d'absence de nombreuses rétentions, le site est susceptible de présenter un risque important de contamination du sol et du sous-sol,

Que jusqu'en fin 2002, les égouttures de fûts étant incinérées sur le site, les retombées issues des émissions atmosphériques de cette installation contenant des métaux lourds sont susceptibles d'avoir été à l'origine d'une contamination des sols,

Qu'ainsi, compte tenu des conditions d'exploitation des installations de la société R.E.M. et de la pollution suspectée, il convient d'imposer à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic de pollution chimique et d'une Evaluation Simplifiée des Risques sur l'ensemble du site actuel y compris au niveau des lagunes de traitement biologique,

Que, par ailleurs, les installations de la société REM sont à l'origine d'émissions canalisées et diffuses de composés organiques volatils,

Qu'afin de vérifier la conformité des rejets atmosphériques par rapport aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, il convient de quantifier précisément la part des émissions canalisées par atelier en procédant à une campagne de mesure des COV en sortie des émissaires,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

## ARRETE

### Article 1 :

La Société R.E.M. est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la réalisation d'une Evaluation Simplifiée des Risques et à une mesure des Composés Organiques Volatils pour le site qu'elle exploite 674 rue Jeanne La Lorraine à BOSC LE HARD.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

### Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

### Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

### Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**Article 5 :**

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

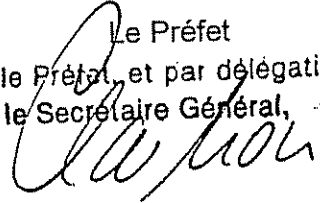
**Article 7 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de DIEPPE, le maire de BOSC LE HARD, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOSC LE HARD.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet  
Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général,  
  
Claude MOREL

ROUEN, le : 20 NOV. 2003

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du

DE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général,

Société R.E.M.

(Rénovation d'Emballages Métalliques)

674, rue Jeanne la Lorraine

76850 BOSC-LE-HARD

Jacques MOREL

Prescriptions complémentaires

La société R.E.M., dont le siège social est situé 674, rue Jeanne la Lorraine à BOSC-LE-HARD (76850) est tenue de respecter les dispositions suivantes applicables aux installations qu'elle exploite à cette même adresse :

Article 1

L'exploitant fera procéder à une campagne de mesures et d'analyses (débit et concentration en carbone total) des émissions totales de composés organiques volatils (C.O.V.) issues de l'atelier de dégazage et de dégraissage des fûts, ainsi que de l'atelier de peinture des fûts.

Le cas échéant, les C.O.V. visés dans le tableau de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, feront l'objet d'une identification et d'une mesure spécifique.

Il en sera de même pour les C.O.V. présentant des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 (telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification et l'étiquetage des substances) ou les composés halogénés étiquetés R40.

Cette disposition est applicable dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

L'exploitant procèdera, sur l'emprise globale du site qu'il exploite sur la commune de BOSC-LE-HARD (y compris au niveau des lagunes actuellement utilisées pour le traitement biologique de ses effluents), à une identification des éventuelles sources de pollution du sol et du sous-sol et à une appréciation des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement qui leur sont associés par le biais d'une évaluation simplifiée des risques. Celle-ci conduira à classer le site soit en classe 3 (« site banalisable » pour l'usage déclaré), soit en classe 2 (« site à surveiller »), soit en classe 1 (« site nécessitant des investigations approfondies »).

Les prescriptions s'appliquent également aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par une pollution provenant du site.

**2.1 - Conformité de l'étude des sols**

L'exploitant réalisera ou fera réaliser une étude des sols du site et de leur impact sur l'environnement conformément au guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués (B.R.G.M. Ed.) du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement suivant la version 2 – mars 2000.

Elle se déroulera suivant l'étape A -actions préliminaires- suivie de l'étape B - investigations complémentaires de terrain.

## 2.2 - Contenu de l'étude : étape A

Cette partie de l'étude comportera notamment :

- L'analyse historique du site, dont l'objectif est de recenser dans un périmètre et une période donnés les différentes activités qui s'y sont succédées, leur localisation précise, les procédés industriels mis en œuvre (matières premières, technique(s) utilisée(s), produits finis, déchets induits...), les pratiques de gestion environnementales associées (dépôts de déchets sur site, et hors site dans la mesure où ils peuvent être identifiés, filières d'élimination...). Cette analyse historique pourra utilement être complétée par le recueil et l'interprétation de témoignages relatifs aux phases d'exploitation du site (employés, retraités...) et explicitant les pratiques environnementales.
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, permettant de préciser les informations propres au site étudié (géologie, hydrogéologie, hydrologie, aménagements et usages surfaciques du sol proches ou sur site (type d'habitat, d'infrastructures) dont les paramètres qui conditionneront les modes de transfert des polluants (notamment les facteurs ralentissant ou accélérant la migration de ces derniers), et les cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, groupes d'individus, ...) susceptibles d'être atteintes.
- une visite du site et de ses environs immédiats ; elle doit porter sur un examen de l'état actuel du site, une vérification des informations acquises au cours des études documentaires, une éventuelle acquisition de données complémentaires (précision sur les lacunes des phases d'étude précédentes, recherche des cibles potentielles), une reconnaissance et une identification des risques et impacts potentiels ou existants, la préparation des futures campagnes de reconnaissance de terrain.

## 2.3 - Contenu de l'étude : étape B

Elle est basée sur les hypothèses formulées au terme de l'étape A conformément au rapport d'étape dont le contenu est précisé article 2.5 et dépend des cibles identifiées, des milieux à étudier et des polluants potentiels.

L'exploitant réalisera ou fera réaliser tous les prélèvements et analyses nécessaires à la caractérisation sommaire des sources potentielles de pollution et à l'appréciation de leurs impacts éventuels sur l'homme et l'environnement.

Elle comportera notamment:

- L'ensemble des informations, non disponibles au terme de l'étape A, nécessaires à la réalisation de l'évaluation simplifiée des risques, à la conception et au dimensionnement des campagnes d'investigation de terrain à mener dans une phase ultérieure de diagnostic approfondi du site.
- Les prélèvements et analyses représentatifs des milieux à investiguer.

## 2.4 - Contenu du rapport d'étape

Au terme de l'étape A, l'exploitant remet à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport de synthèse des informations recueillies. Il devra contenir tous les documents aidant à l'analyse, à l'évaluation et aux conclusions établies (ex. : plans détaillés et généraux, enquêtes de voisinage, compilation de résultats d'analyses accessibles ou réalisées, ...).

Le rapport présentera les informations de façon à permettre une mise en œuvre aisée de la méthode d'évaluation simplifiée des risques. En l'occurrence, il comprendra le schéma conceptuel du site, la liste des polluants potentiels liés aux activités pratiquées sur le site, la liste des déchets/produits identifiés, la liste des sources de pollution, potentielles ou identifiées, enfin le tableau récapitulatif n° 3 identifiant les sources de danger potentiel.

Le cas échéant, le rapport proposera les mesures d'urgence, de prévention ou de surveillance que la situation rendrait nécessaire.

Une description des phases de travail et leur coût sera faite et l'ensemble des sociétés opérantes listées.

Sur la base des informations recueillies au cours de l'étape A, une première suggestion de notation, même partielle (critères immuables), des sources de pollution, des vecteurs de transfert, des cibles, et donc du site, pourra être faite par application de la méthode d'évaluation simplifiée des risques du guide national de gestion des sites potentiellement pollués du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Dans ce cas, toutes les grilles de notation renseignées seront annexées au rapport d'étape et les justifications des valeurs des paramètres pris en compte et des milieux retenus pour la notation seront fournies.

A défaut, le rapport mentionnera clairement le plan d'actions complémentaires visant à collecter les données non disponibles au terme de l'étape A dans la perspective de produire l'évaluation simplifiée des risques. Il comprendra toutes les recommandations pour les investigations complémentaires nécessaires, en particulier les investigations de terrain telles que prévues dans l'étape B du guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Ces propositions d'études complémentaires seront présentées pour approbation préalable à l'Inspecteur des Installations Classées.

## **2.5 - Contenu du rapport de synthèse**

Au terme de l'étape B, l'exploitant remet à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport de synthèse des informations recueillies. Il devra contenir tous les documents aidant à l'analyse, à l'évaluation et aux conclusions établies. En particulier les résultats d'analyse sur les prélèvements représentatifs des milieux à investiguer et les références des normes utilisées, lorsqu'elles existent, seront mentionnés. Il fera en introduction un rappel des conclusions obtenues au terme de l'étape A.

Le rapport présentera les informations de façon à permettre une mise en œuvre aisée de la méthode d'évaluation simplifiée des risques. En l'occurrence, il comprendra le schéma conceptuel du site, la liste des polluants potentiels liés aux activités pratiquées sur le site, la liste des déchets/produits identifiés, la liste des sources de pollution, potentielles ou identifiées, enfin le tableau récapitulatif n° 3 identifiant les sources de danger potentiel. Il comportera l'évaluation simplifiée des risques et toutes les grilles de notation renseignées seront annexées au rapport et les justifications des valeurs des paramètres pris en compte et des milieux retenus pour la notation seront fournies.

En outre, une description des phases de travaux et leur coût sera faite et l'ensemble des sociétés opérantes listé.

Le cas échéant, les changements apportés au programme d'investigation initial et leur justificatif, les contraintes et difficultés rencontrées seront données.

Le cas échéant, le rapport proposera les mesures d'urgence, de prévention ou de surveillance que la situation rendrait nécessaire.

Selon les résultats de l'évaluation simplifiée des risques, le rapport proposera un plan d'investigations approfondies accompagné des recommandations nécessaires. Ces propositions d'études complémentaires seront présentées pour approbation préalable à l'Inspecteur des Installations Classées.

## **2.6 - Echéancier**

La transmission du rapport de synthèse comprenant l'évaluation simplifiée des risques devra intervenir **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 3**

### **3.1 – Surveillance piézométrique – implantation des piézomètres**

Une surveillance des eaux souterraines au droit du site actuellement en exploitation et comprenant les lagunes actuellement utilisées pour le traitement biologique des effluents sera

mise en place afin de caractériser une éventuelle pollution de la nappe et de détecter une éventuelle migration des polluants. L'implantation de cette surveillance (profondeur, nombre et lieu d'implantation des forages à mettre en place en amont et en aval du site, paramètres pertinents à surveiller) sera déterminée sur la base des données hydrogéologiques et de la nature de la pollution identifiée sur le site.

La mise en place des forages devra respecter les dispositions du « Guide méthodologique pour la mise en place et l'utilisation d'un réseau de forages permettant d'évaluer la qualité de l'eau souterraine au droit ou à proximité d'un site (potentiellement) pollué » réalisé par le ministère chargé de l'environnement.

Le suivi piézométrique devra être effectif **au plus tard dans un délai de 4 mois** à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

### 3.2 – Modalités de suivi

La surveillance comprendra au minimum les dispositions suivantes :

- Une fois par semestre au moins :
  - relevé du niveau piézométrique ;
  - prélèvement, conformément aux normes en vigueur, et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe (en particulier : pH, hydrocarbures totaux, phénols, zinc, fer,  $\text{NH}_4^+$ , conductivité, et tout autre paramètre pertinent identifié lors de l'étude des sols). Les analyses sont réalisées sur des échantillons représentatifs des eaux souterraines avoisinantes, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, selon les normes en vigueur ;
- Une fois par an au moins :
  - analyse d'un échantillon d'eau issu du puits de forage de l'usine. Les paramètres à analyser sont identiques à ceux mentionnés ci-dessus ;
- transmission des résultats des mesures, accompagnés des résultats antérieurs et d'une interprétation, à l'inspection des installations classées ; toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.
- Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si les activités passées du site sont à l'origine de la pollution constatée ; il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous la forme du tableau ci-dessous :

Paramètre	Concentration	Unité	Valeur de Constat d'Impact (VCI) de référence	Commentaires
...	...	...	...	...

La nature et la fréquence des analyses pourront être révisées en fonction des résultats, après accord de l'inspection des installations classées.

La tête des piézomètres ainsi que celle du puits de forage doivent être protégées efficacement contre tout risque de pollution accidentelle de la nappe par infiltration ainsi que contre tout risque de destruction. Les piézomètres sont régulièrement entretenus.